

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
DDT/SEEF/BCP/CC

N° 0 5 9

A R R E T E

complémentaire relatif à la société VEOLIA
EAU-Compagnie Générale des Eaux à
TOULOUSE, 2 chemin des Daturas.

LE PREFET DE LA REGION MIDI-PYRENEES,
PREFET DE LA HAUTE-GARONNE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2010 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2001 autorisant la Compagnie Générale des Eaux à exploiter à TOULOUSE, 2 chemin des Daturas, une unité d'incinération des boues de l'usine de dépollution de TOULOUSE-GINESTOUS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2009 encadrant l'exploitation par la VEOLIA EAU-Compagnie Générale des Eaux à TOULOUSE, 2 chemin des Daturas, d'une unité d'incinération des boues de l'usine de dépollution de TOULOUSE-GINESTOUS ;

Vu le courrier de la société Compagnie Générale des Eaux du 22 avril 2011 sur la mise à jour du classement des installations classées du site relevant du secteur des déchets ;

Vu le rapport et l'avis de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 11 juin 2012 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 5 juillet 2012 ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant, notamment de surveillance des rejets atmosphériques sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Attendu que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société VEOLIA EAU-Compagnie Générale des Eaux le 25 juillet 2012 ;

Vu la réponse de la société VEOLIA EAU-Compagnie Générale des Eaux en date du 14 août 2012 ;

Sur proposition de Madame le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

ARRÊTE

TITRE 1 CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La Société VEOLIA EAU Compagnie Générale des Eaux est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs notamment celles de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de TOULOUSE, 2 chemin des Daturas, une unité d'incinération des boues de l'usine de dépollution de TOULOUSE-GINESTOUS composée de deux lignes de fours à lit fluidisé et de deux lignes de traitement de fumées. Les installations exploitées sur le site sont détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 22 octobre 2009	Tableau de l'article 1	Suppression -- remplacé par l'article 1.2.1
Arrêté préfectoral du 22 octobre 2009	Chapitre 1.1	Complété par le chapitre 1.3
Arrêté préfectoral du 22 octobre 2009	Article 3.1.1 Article 3.2.5	Suppression -- remplacé par l'article 2.1.1 Suppression -- remplacé par l'article 2.1.4
Arrêté préfectoral du 22 octobre 2009	Article 9.1.1 Article 9.2.1.1 Article 9.4.1 Article 9.4.2	Suppression -- remplacé par l'article 3.1.1 Suppression -- remplacé par l'article 3.1.2.1 Modification -- modifié par l'article 3.1.3 Suppression -- remplacé par l'article 3.1.4
Arrêté préfectoral du 22 octobre 2009	Annexe II	Annexe I

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2771	Incinération des résidus urbains (boues de l'usine de dépollution de TOULOUSE-GINESTOUS)*	Deux lignes d'incinération de boues d'épuration, capacité 0,9 t de matières sèches par heure et par ligne. Capacité totale : 8000 tonnes/an de matières sèches en situation normale. 14 000 tonnes de matières sèches en situation exceptionnelle**	A

A (autorisation).

* l'unité n'incinère que des déchets non dangereux.

** le tonnage maximum annuel autorisé à être traité en situation normale est 8000 tonnes de matières sèches par an. En cas de difficulté d'élimination des boues en agriculture, le dépassement de ce tonnage annuel ne peut être autorisé qu'après l'accord du service chargé de la police des eaux sur présentation d'un dossier de demande accompagné des justificatifs techniques, financiers ou administratifs.

CHAPITRE 1.3 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Le tableau du chapitre 1.1 des prescriptions techniques associées à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009 est complété par les lignes suivantes :

Dates	Textes
04/10/10	Arrêté ministériel relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
03/08/10	Arrêté du 03/08/10 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux
07/07/09	Arrêté du 07/07/09 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
12/09/06	Circulaire du 12/09/06 relative aux Installations classées – Appareils de mesure en continu utilisés pour la surveillance des émissions atmosphériques

TITRE 2 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 3.1.1 associées à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Les installations doivent être conçues afin de permettre un niveau d'incinération aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement

Les installations respectent également les dispositions propres aux arrêtés pris en application des plans de protection de l'atmosphère élaborés en application de l'article L. 222-4 du code de l'environnement. Les valeurs limites d'émission à l'atmosphère sont compatibles avec les valeurs limites de concentration du même polluant dans l'air ambiant fixées par l'article R221-1 du code de l'environnement.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 2.1.2. INDISPONIBILITE DES DISPOSITIFS DE TRAITEMENT

Après l'article 3.1.4 des prescriptions techniques associées à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009, il est ajouté un article 3.1.5 « indisponibilité des dispositifs de traitement » ainsi rédigé :

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de traitement des effluents atmosphériques, pendant laquelle les mesures en continu prévues aux articles 9.2.1 de l'arrêté du 22 octobre 2009 et ~~Erreur ! Source du renvoi introuvable.~~ du présent arrêté, montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée, ne peut excéder quatre heures sans interruption. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. Toutefois, les dispositions du dernier alinéa de l'article ~~Erreur ! Source du renvoi introuvable.~~ doivent être respectées.

ARTICLE 2.1.3. INDISPONIBILITE DES DISPOSITIFS DE MESURE

Après l'article 3.1.5 des prescriptions techniques associées à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009, il est ajouté un article 3.1.6 « indisponibilité des dispositifs de mesure » ainsi rédigé :

a) Dispositifs de mesure en semi-continu.

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en semi-continu des effluents atmosphériques, ne peut excéder 15% du temps de fonctionnement effectif de l'installation sur une année.

b) Dispositifs de mesure en continu.

La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. Tout indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.

ARTICLE 2.1.4. VALEURS LIMITES DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 3.2.4 associées à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites en concentration définies à l'annexe I, les résultats des mesures étant :

- rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- corrigés à une teneur en oxygène de 11 % selon la formule pour le calcul de la concentration d'émission au pourcentage standard de la concentration d'oxygène indiquée en annexe V de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

ARTICLE 2.1.5. CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES DE REJET DANS L'AIR

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 3.2.5 associées à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009.

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées ci-dessus pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;
- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies ci-dessus ;
- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites définies en annexe I ;
- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral ;
- ~~95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150~~ mg/m³ ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m³.

Les moyennes déterminées hors des périodes effectives de fonctionnement ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Par périodes effectives de fonctionnement on entend toutes périodes à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré et des phases d'arrêt d'urgence consécutives à un incident.

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures.

Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émissions définies ci-dessus :

Paramètres	Intervalle de confiance maximal en %
Monoxyde de carbone	10 %
Dioxyde de soufre	20 %
Ammoniac	40 %
Dioxyde d'azote	20 %
Poussières totales	30 %
Carbone organique total	30 %
Chlorure d'hydrogène	40 %
Fluorure d'hydrogène	40 %

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission sont définies ci-dessus.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/Nm^3 , exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées (chapitre 2.3.5 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009).

TITRE 3 SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 3.1 PROGRAMME DE SURVEILLANCE

ARTICLE 3.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 9.1.1 associées à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009.

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions en vigueur portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.

Les articles suivants définissent le contenu minimum du programme d'auto-surveillance en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquences pour les différentes émissions, pour la surveillance des effets sur l'environnement et des déchets, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu ou semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

ARTICLE 3.1.2. SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Article 3.1.2.1. - Surveillance des rejets atmosphériques

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 9.2.1.1 associées à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009.

Les modalités de surveillance des rejets atmosphériques de chaque ligne d'incinération sont définies à l'annexe I du présent arrêté.

Les rapports d'analyses et de mesures des températures des chambres de combustion sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées en comparant les résultats obtenus aux valeurs limites fixées à l'annexe I. Les écarts font l'objet de commentaires, et des propositions pour rectifier d'éventuels écarts sont décrites, ainsi que les délais nécessaires pour leur mise en œuvre le cas échéant.

ARTICLE 3.1.3. DECLARATION ANNUELLE DES EMISSIONS POLLUANTES

Les prescriptions de cet article remplacent celles du deuxième alinéa de l'article 9.4.1 associées à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009.

En application de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, mentionné supra et en cas de dépassement d'un ou de seuils listés dans les annexes de cet arrêté, l'exploitant déclare chaque année, selon les modalités précisées et avant le 1er avril, les informations prévues à l'article 4 de cet arrêté.

ARTICLE 3.1.4. RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 9.4.2 associées à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009.

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité, comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue à l'article 1.5.2 (incidents et accidents) et au chapitre 9 (surveillance) des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 22 octobre 2009 ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport précise également, pour les installations d'incinération, le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée et présente le bilan énergétique global prenant en compte le flux de déchets entrant, l'énergie sortie chaudière et l'énergie valorisée sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée ou cédée à un tiers.

L'exploitant calcule une fois par an, sur la base de la moyenne annuelle des valeurs mesurées et du tonnage admis dans l'année :

- les flux moyens annuels de substances faisant l'objet de limite de rejet par tonne de déchets incinérés ;
- les flux moyens annuels produits de déchets, issus de l'incinération énumérés à l'article 5.1.8 de l'arrêté du 22 octobre 2009, par tonne de déchets incinérés ;

Il communique ces calculs à l'inspection des installations classées et en suit l'évolution.

~~Article 3.1.4.1. Évaluation du pouvoir calorifique inférieur des déchets incinérés~~

Chaque année, l'exploitant réalise une évaluation du pouvoir calorifique inférieur des déchets incinérés et en transmet les résultats à l'inspection des installations classées.

Article 3.1.4.2. Performance énergétique de l'installation

L'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 3.1.4.

La performance énergétique d'une installation d'incinération est calculée selon les indications de l'annexe VI de l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

L'opération de traitement des déchets par incinération peut être qualifiée d'opération de valorisation si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- la performance énergétique de l'installation est supérieure ou égale à 0,60 ;
- l'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 3.1.4. ;
- l'exploitant met en place les moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique (y compris la mesure de l'énergie produite utilisée sur l'installation ou vendue à des tiers). Ces moyens de mesure font l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage défini sous la responsabilité de l'exploitant. La périodicité de vérification d'un même moyen

de mesure est annuelle. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les résultats du programme de maintenance et d'étalonnage.

Si les conditions définies ci-dessus ne sont pas respectées, l'opération de traitement des déchets par incinération est qualifiée d'opération d'élimination.

ARTICLE 3.1.5. ÉCHEANCES

Les dispositions relatives à la mesure en continu de l'ammoniac et à la mesure en semi-continu des dioxines/furannes ne sont applicables qu'à partir du 1er juillet 2014.

TITRE 4 –PUBLICITE, SANCTIONS et EXECUTION

ARTICLE 4-1 - Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de la société VEOLIA EAU-Compagnie Générale des Eaux.

ARTICLE 4-2 – Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de TOULOUSE (direction de la sécurité civile et des risques majeurs) ainsi que dans la mairie de BLAGNAC pour y être consultée par tout intéressé.

ARTICLE 4-3 - Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le présent arrêté, énumérant les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, le texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4-4 – L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements en vigueur sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

ARTICLE 4-5 – Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 4- 6 Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 4- 7 délai et voies de recours

L'exploitant dispose de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal Administratif de TOULOUSE.

ARTICLE 4-8 - Le Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Garonne, le maire de TOULOUSE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société.

Toulouse, le 13 SEP. 2012

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

abrogé par ARCE du 8/09/2016.

ANNEXE I

Les prescriptions de cette annexe remplacent celles de l'annexe II associées à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009.

Valeurs limites de rejets atmosphériques

	Concentration moyenne journalière	Concentration moyenne sur une demi-heure	Flux maximal journalier de chaque four	Auto-surveillance	Contrôles extérieurs
Débit nominal gazeux sec de chacune des lignes			11 600 Nm ³ /h	Continue avec enregistrement	2 par an
H ₂ O				Continue avec enregistrement	2 par an
O ₂ concentration de référence			11 %	Continue avec enregistrement	2 par an
Poussières totales	10 mg/Nm ³	30 mg/Nm ³	2.78 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
COT	10 mg/Nm ³	20 mg/Nm ³	2.78 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
HCl	10 mg/Nm ³	60 mg/Nm ³	2.78 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
HF (5)	1 mg/Nm ³	4 mg/Nm ³	0.278 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
SO ₂	50 mg/Nm ³	200 mg/Nm ³	13.92 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
NO _x en équivalent NO ₂	200 mg/Nm ³	400 mg/Nm ³	55.68 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
CO (1)	50 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³ 100 mg/Nm ³	13.92 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
NH ₃	30 mg/Nm ³	30 mg/Nm ³	2.78 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
Cd + Tl (3) (4)	0,05 mg/Nm ³	/	0,014 kg/j	/	2 par an
Hg (3) (4)	0,05 mg/Nm ³	/	0,014 kg/j	/	2 par an
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V (2) (3) (4)	0,5 mg/Nm ³	/	0,139 kg/j	/	2 par an
Dioxines et furannes (6)	0,1 ng/Nm ³ (8)	/	0,028 mg/j	Semi-continue (7)	2 par an (9)

(1) Les valeurs limites d'émission suivantes en monoxyde de carbone ne doivent pas être dépassées dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :

- 50 mg/Nm³ de gaz de combustion en moyenne journalière
- 150 mg/Nm³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondante à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 100 mg/Nm³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures.

(2) Le total des autres métaux lourds est défini à l'annexe I-c de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

(3) La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum. Les résultats en métaux doivent faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses.

(4) Les valeurs limites s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

(5) La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

(6) La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

(7) Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements continus de gaz d'émissions, proportionnels au débit de rejet, sur une période d'échantillonnage de quatre semaines. L'échantillon prélevé est ensuite analysé en laboratoire.

La durée de prélèvement, et la nécessité de changer ou non la cartouche en cas d'arrêt d'une installation, doivent faire l'objet d'un positionnement et de propositions de l'exploitant fondées sur l'exploitation des données d'autosurveillance.

Le prélèvement des gaz doit intervenir dès l'introduction des déchets dans le fours. Il ne peut être interrompu que lorsque les fours ne contiennent plus de déchets.

La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyse des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.

(8) Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite fixée, l'exploitant doit faire réaliser, sous un délai maximal de 10 jours, par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes. Lors ce type de mesures, les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

(9) Lors ce type de mesures, les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

Vu pour être annexé à 13 SEP 2017
en date de ce jour.
N° 059
Toul pour le Préfet
(et pour délégation)
Le Secrétaire Général.



Françoise SOULIMAN